

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES
AMBASSADE DES ETATS-UNIS

<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpres.html>



Africa News Report est une sélection hebdomadaire des déclarations ou documents officiels, articles ou analyses concernant la politique et les programmes du gouvernement des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique. Ces documents disponibles en anglais et en français (version française restreinte et décalée par rapport à la version anglaise) sont sélectionnés à partir des dossiers d'actualités quotidiens (Washington File) du Département d'Etat des Etats-Unis. Les textes figurant dans cette sélection peuvent être reproduits et distribués librement.

VERSION FRANÇAISE

Numéro 935

27 novembre 2006

SOMMAIRE

Page

Situation au Darfour

Les États-Unis et l'aide aux réfugiés du Darfour et d'autres pays africains

(La participation à une discussion en ligne de la secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations)) 2

Darfour : les États-Unis incitent le Soudan à accepter le plan de maintien de la paix

(Propos de MM. Andrew Natsios et Jean-Marie Guéhenno à l'Institut Brookings de Washington) 3

La violence au Darfour risque de s'étendre à toute la région

(L'actrice Mia Farrow lance un appel au maintien de la paix au Tchad et en République centrafricaine.) 4

Environnement et santé

Changement climatique : les États-Unis donnent à Nairobi un aperçu de leur action

(Propos de Mme Paula Dobriansky à la conférence de Nairobi sur le climat) 5

Une réunion internationale sur la grippe aviaire aura lieu au Mali

(Les États-Unis co-parrainent cette conférence organisée par l'Union africaine, le Mali et l'Union européenne.) 6

La pandémie mondiale de sida continue de s'étendre

(Une enquête de l'ONU révèle l'augmentation du nombre d'infections) 8

Au Mozambique, les aînées passent aux jeunes le message au sujet du sida

(Partenariat pour une vie meilleure)) 9

Situation au Darfour

20 novembre 2006

Les États-Unis et l'aide aux réfugiés du Darfour et d'autres pays africains

La participation à une discussion en ligne de la secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations

Par Jane Morse
Rédactrice de l'USINFO

Washington - Le génocide qui se poursuit au Darfour figure parmi les dossiers internationaux auxquels les États-Unis consacrent une grande attention, a déclaré la secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations, Mme Ellen Sauerbrey, lors d'une discussion en ligne organisée par le service USINFO du département d'État le 17 novembre.

Elle a indiqué que ses services offraient une aide importante aux réfugiés et aux personnes déplacées, mais que la situation dans cette partie du Soudan exigeait une solution politique pour mettre fin à la violence.

« Nous continuons d'insister, a-t-elle dit, pour que le Soudan accepte une mission vigoureuse de maintien de la paix avec des forces de l'ONU et nous avons l'espoir que l'annonce récente du gouvernement soudanais selon laquelle il acceptera une mission de ce genre aboutira à mettre un terme aux hostilités. »

Il n'y a pas encore de grand programme de réinstallation des réfugiés du Darfour en partie parce que « l'insécurité ne permet pas de mettre en place l'infrastructure nécessaire », mais les États-Unis envisagent cette possibilité pour un avenir proche.

Par ailleurs, les États-Unis vont fournir une aide d'urgence au camp de réfugiés de Dadaab au Kenya, dont l'inondation récente a causé la destruction de milliers de logements.

Selon les statistiques du département d'État, les États-Unis ont admis sur leur territoire à titre permanent plus de 185.000 réfugiés africains depuis 1980. La plupart sont des Somaliens (quelque 58.000) ou des Éthiopiens (quelque

39.000), mais on compte également des Soudanais, des Libériens, des Congolais, des Rwandais, des Sierra-Léonais et des Angolais, entre autres.

Ces dernières années, le programme d'admission de réfugiés aux États-Unis est devenu plus divers en ce qui concerne la nationalité des réfugiés et le lieu de leur réinstallation aux États-Unis. Pendant l'année budgétaire qui a pris fin le 30 septembre 2005, des réfugiés de 24 pays africains ont pu s'installer aux États-Unis.

Tous les ans, le gouvernement des États-Unis consacre 1 milliard de dollars à l'aide à des millions de réfugiés et de victimes de conflits dans des pays du monde entier. En outre, le secteur privé, les fondations et les entreprises des États-Unis apportent une aide importante.

Il s'agit, a fait remarquer Mme Sauerbrey, de trouver des « solutions durables, d'aider les réfugiés qui peuvent rentrer dans leurs foyers en toute sécurité et d'offrir des possibilités de réinstallation aux États-Unis lorsque leur rapatriement n'est pas possible ».

Lorsque les réfugiés arrivent aux États-Unis, ils sont accueillis dans l'un des 365 centres situés aux quatre coins du pays et administrés par des organisations non gouvernementales. Celles-ci s'occupent de trouver des logements, les meubles et les appareils ménagers nécessaires, d'aider les réfugiés à trouver un emploi et à inscrire leurs enfants dans une école, de leur donner des cours d'anglais et de les mettre en rapport avec divers organismes locaux.

Le programme du département d'État, a-t-elle indiqué, donne de très bons résultats en ce qui concerne l'intégration des réfugiés dans la société américaine et leur préparation pour obtenir, s'ils le souhaitent, la nationalité américaine.

Au sein du département d'État, la direction de la population, des réfugiés et des migrations administre les crédits budgétaires affectés à des organisations internationales et non gouvernementales destinés à l'aide aux réfugiés à l'étranger et elle en surveille l'utilisation. Pour ce qui est de l'admission de réfugiés à titre permanent aux États-Unis, elle collabore étroitement avec les services de la nationalité et de l'immigration, le ministère de la santé et des services sociaux ainsi qu'avec divers organismes des États fédérés et du secteur privé.

Par ailleurs, elle coordonne la politique des États-Unis en matière de population au niveau international et cherche à favoriser la réalisation des objectifs de cette politique au moyen de la coopération bilatérale et multilatérale. Elle collabore étroitement avec l'Agence des États-Unis pour le développement international qui s'occupe des programmes des États-Unis en matière de population à l'étranger. Enfin, elle coordonne l'application de la politique des États-Unis en matière de migration au sein du gouvernement et au niveau tant bilatéral que multilatéral.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/fr/>)

21 novembre 2006

Darfour : les États-Unis incitent le Soudan à accepter le plan de maintien de la paix

Propos de MM. Andrew Natsios et Jean-Marie Guéhenno à l'Institut Brookings de Washington

Par Michelle Austein
Rédactrice de l'USINFO

Washington - L'envoyé du président Bush au Soudan, M. Andrew Natsios, a déclaré que les États-Unis souhaitent que le conflit en cours au Darfour soit le dernier dans ce pays, lors d'une conférence organisée à l'Institut Brookings le 20 novembre, à Washington.

Les États-Unis, a-t-il dit, sont en faveur des plans de l'ONU destinés à rétablir la paix au Darfour ainsi que du document élaboré lors de la réunion qui a eu lieu le 16 novembre au siège de l'Union africaine à Addis-Abéba (Éthiopie).

Ce document, qui a reçu l'aval de l'Union africaine, de la Ligue arabe, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine, de l'Union européenne et d'autres pays porte sur les éléments principaux de la résolution 1706 du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment sur l'accroissement de la force de maintien de la paix au Darfour qui devrait comprendre quelque 20.000 hommes. Cette force

se composerait essentiellement d'Africains et serait commandée par un général africain. Son financement serait cependant principalement assuré par l'ONU.

Le ministre soudanais des affaires étrangères, M. Lam Akol, a exprimé l'accord de principe de son gouvernement au sujet du document d'Addis-Abéba, a indiqué M. Natsios lors du point de presse quotidien du département d'État, le 20 novembre. Il reste cependant des questions en suspens, notamment le nombre de soldats affectés à cette force, pour lesquelles le gouvernement soudanais doit donner son accord. « Nous demandons instamment au gouvernement soudanais d'adopter le document issu du consensus de la communauté internationale », a-t-il dit.

Pour sa part, le sous-secrétaire général de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, M. Jean-Marie Guéhenno, qui a aussi pris la parole lors de la conférence de l'Institut Brookings, le 20 novembre, a déclaré que la réunion d'Addis-Abéba avait été suivie d'un appel en faveur d'un cessez-le-feu, mais que ce cessez-le-feu ne donnerait aucun résultat s'il n'y avait pas de processus politique. La création d'une force de maintien de la paix ne résoudra pas, selon lui, le problème si elle ne s'accompagne pas d'un processus politique crédible. « Il faut relancer le processus politique, et l'ONU est maintenant prête à faire ce qui lui incombe avec l'Union africaine pour faciliter ce processus politique. »

Des réunions portant sur les questions abordées à Addis-Abéba doivent avoir lieu sous l'égide tant de l'ONU que de l'Union africaine. Le document prévoit aussi que l'ONU et l'Union africaine nomment d'un commun accord un représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Aussi bien M. Natsios que M. Guéhenno ont indiqué que l'une des difficultés qui avaient empêché la conclusion d'accords au Darfour était la multiplicité des négociations entre divers groupes et que le nouveau plan devrait supprimer cette difficulté.

M. Guéhenno a indiqué que le déploiement de la force de maintien de la paix devait avoir lieu avec l'accord du gouvernement soudanais. « Des entretiens vont se tenir entre l'ONU, l'Union africaine et le gouvernement soudanais de sorte que nous puissions être tous d'accord sur le calendrier et la forme du déploiement à effectuer dans les meilleurs délais. »

Pour sa part, M. Natsios a mentionné le fait que le gouvernement soudanais soupçonnait les États-Unis d'avoir un plan occulte pour le Darfour et il a souligné que c'était « absurde ». « Le seul plan que les États-Unis aient pour le Darfour a trait aux droits de l'homme et à l'aspect humanitaire du conflit. »

Si l'on veut que l'accord de paix soit couronné de succès, a-t-il dit, il sera nécessaire que les divers groupes désarment. Ce qui rend ce conflit plus destructeur que les guerres précédentes dans cette partie du monde, c'est le recours à des armes lourdes, a-t-il ajouté.

Le mandat de la force de maintien de la paix de l'Union africaine au Darfour arrivera à expiration le 1er janvier 2007. Par ailleurs, il y aura en janvier prochain un nouveau secrétaire général à l'ONU et une nouvelle législature aux États-Unis. À cause de ces trois facteurs, tant M. Guéhenno que M. Natsios estiment qu'il est urgent que les parties participant aux négociations relatives au Darfour parviennent à des accords définitifs. On ne peut pas se permettre de perdre du temps, a fait remarquer M. Guéhenno.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/fr/>)

24 novembre 2006

La violence au Darfour risque de s'étendre à toute la région

L'actrice Mia Farrow lance un appel au maintien de la paix au Tchad et en République centrafricaine.

Par Michelle Austein
Rédactrice de l'USINFO

Washington - Selon la célèbre actrice et ambassadrice de bonne volonté de l'ONU, Mia Farrow, la violence au Darfour (Soudan) est en train de déborder sur les pays voisins, notamment le Tchad et la République centrafricaine.

« La violence et la dévastation qui définissent désormais le Darfour sont en train de s'étendre au-delà de la frontière. En fait, la frontière est

inexistante », a déclaré Mme Farrow lors d'une conférence de presse tenue le 21 novembre à Washington.

Mme Farrow et David Rubenstein, directeur exécutif de la coalition « Save Darfour », étaient rentrés du Tchad la veille. Ils y ont rencontré des patients dans des hôpitaux, des personnes déplacées dans des camps et d'autres rescapés de villages pillés et brûlés. Ils ont enregistré leurs récits sur vidéo afin de les montrer aux États-Unis.

Ceux qui ont fui le Darfour pensaient trouver la sécurité au Tchad, a dit M. Rubenstein. Mais en fait, des cas de tortures, de viols et de destruction de villages ont également été rapportés dans ce pays.

Mme Farrow s'était déjà rendue au Darfour en 2004 et, de nouveau, en juin 2006. Les réfugiés qu'elle a rencontrés au Tchad ont marché pendant des jours pour fuir le Darfour, tout cela pour constater que leurs attaquants les avaient suivis dans l'est du Tchad. « Il n'y a plus de sécurité pour eux, maintenant », a-t-elle affirmé.

Selon elle, la seule solution est le déploiement d'une force de maintien de la paix appuyée par les Nations unies au Darfour, au Tchad et en République centrafricaine. « Ces gens méritent notre protection. »

La coalition « Save Darfour » espère que le plan de maintien de la paix approuvé par les responsables internationaux à Addis-Abéba (Éthiopie), le 16 novembre, marchera. Elle s'inquiète cependant du fait que le gouvernement soudanais n'a pas accepté ce plan dans son intégralité.

La force de maintien de la paix doit être crédible, efficace, et capable de protéger ceux qui ont fui le Darfour, a déclaré un ancien ambassadeur des États-Unis, Lawrence Rossin. Elle doit être suffisamment importante et mobile pour couvrir un vaste territoire. Elle doit également être bien financée, être dotée d'un ferme commandement unifié et se concentrer sur la protection des civils.

M. Rossin a également encouragé les Américains à exprimer leurs inquiétudes au sujet du Darfour et des régions avoisinantes. Les pressions exercées par les citoyens influencent les priorités des responsables politiques, a-t-il affirmé.

Les représentants de la coalition n'ont pas pu obtenir de visa pour le Darfour, un problème auquel se heurte souvent le personnel des agences caritatives et des médias du fait des restrictions imposées par le gouvernement soudanais.

La coalition Save Darfour est une alliance de plus de 175 organisations religieuses, humanitaires et de conseil qui s'attachent à aider le peuple du Darfour.

Des organisations américaines attirent l'attention sur le Darfour

De nombreuses organisations des États-Unis organisent des événements destinés à encourager les Américains à faire ce qu'ils peuvent pour stopper la violence au Darfour. De nombreux groupes organisent des appels de fonds ou des discours pour informer les gens de la crise en cours.

À Washington, le Musée de l'Holocauste attire l'attention sur la crise en projetant, la nuit, des images du Darfour sur l'un des murs extérieurs de son bâtiment du 20 au 26 novembre.

Ces images sont présentées afin d'amener le public à prendre conscience du fait qu'il faut stopper la catastrophe humanitaire au Darfour de toute urgence, a déclaré Fred Zeidman, président du conseil d'administration du Musée de l'Holocauste.

Ces images attirent l'attention des États-Unis et du monde sur la souffrance des populations civiles au Darfour, a affirmé Andrew Natsios, l'émissaire du président au Soudan, le 20 novembre, lors de l'inauguration de cette exposition.

Le Musée souhaite présenter ces images afin que le public saisisse mieux ce qu'est la situation au Darfour, a déclaré Omar Ismaïl, un réfugié du Darfour, le même jour. Ce que ces images ne peuvent toutefois pas montrer, a-t-il ajouté, c'est la vie détruite de ces gens.

On peut également voir ces images sur le site Web du musée de l'Holocauste.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

Sciences et environnement

20 novembre 2006

Changement climatique : les États-Unis donnent à Nairobi un aperçu de leur action

Propos de Mme Paula Dobriansky à la conférence de Nairobi sur le climat

Par Jim Fisher-Thompson
Rédacteur de l'USINFO

Washington - L'une des questions prioritaires du gouvernement Bush est d'aider les pays en développement à faire face aux grands problèmes environnementaux tels que les changements climatiques, a déclaré la sous-secrétaire d'État à la démocratie et aux affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky, le 15 novembre à Nairobi (Kenya).

Mme Dobriansky assistait à la Douzième Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques et à la seconde réunion des parties au protocole de Kyoto qui se sont toutes deux tenues du 6 au 17 novembre dans la capitale du Kenya. Les délégués de quelque 160 pays signataires de la convention-cadre se sont réunis en vue d'examiner les effets de son application sur les pays africains et sur les autres pays en développement.

Le protocole de Kyoto, dont les États-Unis ne sont pas signataires, constitue un amendement à la Convention-cadre sur les changements climatiques, et les pays qui l'ont ratifié se sont engagés soit à réduire leurs émissions de gaz carbonique et des 5 autres gaz à effet de serre, soit à participer à l'échange de droits d'émission de ces gaz qui seraient la cause du réchauffement de notre planète. Il est entré en vigueur le 16 février 2005 après que la Russie l'eut ratifié le 18 novembre 2004, comme une trentaine de pays l'avaient fait avant elle.

Mme Dobriansky a déclaré aux autres délégués à la conférence, le 15 novembre, que les États-Unis faisaient porter leur attention sur les moyens d'aider l'Afrique subsaharienne en matière d'énergie, de développement propre et de changements climatiques.

Elle a indiqué observer une volonté commune de s'attaquer à la menace qui pesait sur le monde dans ce domaine et ajouté que le président Bush se rendait compte de cette nécessité et qu'il avait fait de la collaboration avec l'Afrique une question prioritaire.

« Les changements climatiques, a-t-elle dit, constituent un problème grave de longue durée que l'on ne peut pas résoudre isolément. C'est pourquoi nous avons établi de nombreux partenariats qui portent sur de multiples questions liées entre elles et qui visent à mettre fin à la pauvreté, à accroître la sécurité énergétique, à diminuer les effets de gaz à effet de serre et à augmenter l'accès à l'énergie. »

La sous-secrétaire d'État a indiqué qu'elle était accompagnée d'un grand nombre de spécialistes du gouvernement des États-Unis qui étaient venus pour donner un aperçu des partenariats dont les résultats étaient importants.

Parmi ces partenariats elle a cité :

- l'Initiative destinée à mettre fin à la sous-alimentation en Afrique, qui permet d'aider près de 3 millions de personnes et de lutter contre la pollution et la mauvaise exploitation des terres en introduisant des techniques agricoles plus efficaces dans les zones rurales ;

- le Partenariat relatif aux forêts du bassin du Congo, l'Initiative relative aux forêts du Liberia et la loi sur la protection des forêts tropicales qui visent tous à « protéger les ressources naturelles tout en offrant des possibilités économiques à la population des zones qui dépendent de l'exploitation des ressources forestières et de la faune et de la flore » ;

- les « programmes d'adaptation » tels que le réseau d'alerte rapide et de prévention des famines, qui permet grâce aux données d'observation d'avertir de la possibilité de famines et d'éviter la surexploitation de terres inadaptées ;

- le Système mondial d'observation climatique, qui doit servir à mettre à la disposition de tous les intéressés les informations nécessaires pour s'attaquer aux problèmes d'ordre climatique ;

- enfin, les partenariats relatifs à l'énergie, tels que le Partenariat en faveur des carburants et des véhicules propres qui a permis de mettre fin à la vente d'essence au plomb dans tous les 49 États

subsahariens et d'améliorer ainsi la qualité de l'air pour des centaines de millions de personnes.

Lors d'un discours prononcé en 2001 à la Maison-Blanche, le président Bush avait reconnu que les États-Unis étaient le pays émettant le plus de gaz à effet de serre dans le monde. « Nos émissions représentent presque 20 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme », avait-il dit en faisant cependant remarquer que la production économique des États-Unis représentait près du quart de la production mondiale. « Nous reconnaissons qu'il nous incombe de réduire nos émissions. Il ne faut pas cependant oublier que le reste du monde émet 80 % de tous les gaz à effet de serre et qu'une grande part de ces émissions provient des pays en développement. C'est donc là un problème qui exige que nous et le reste du monde y consacrons tous nos efforts. »

Le partenariat relatif à l'exploitation du méthane en tant que source d'énergie propre, que le président Bush a établi depuis ce discours et dont le budget, financé par l'État fédéral et par le secteur privé, s'élève à 235 millions de dollars, s'inscrit dans le cadre de ces efforts.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

21 novembre 2006

Une réunion internationale sur la grippe aviaire aura lieu au Mali

Les États-Unis co-parrainent cette conférence organisée par l'Union africaine, le Mali et l'Union européenne.

Par Cheryl Pellerin
USINFO Staff Writer

Washington - Les ministres de la santé et de l'agriculture de nombreux pays du monde se réuniront à Bamako (Mali) du 6 au 8 décembre afin de discuter de la grippe aviaire et pandémique, qui suscite une inquiétude croissante, et des mesures prises à l'échelle internationale pour y faire face.

L'Union africaine, le gouvernement du Mali et l'Union européenne organisent conjointement cette conférence, et le département d'État des États-Unis la coparraine.

Elle sera la quatrième du genre depuis septembre 2005, lorsque le président Bush a annoncé, devant l'Assemblée générale des Nations unies, un nouveau Partenariat international sur la grippe aviaire et pandémique qui rassemblerait les pays et les organisations internationales clés afin de stimuler la préparation mondiale face à cette menace croissante.

Les membres de ce partenariat international se sont retrouvés à Washington en octobre 2005 et à Vienne (Autriche) en juin 2006, et des donateurs internationaux se sont réunis à Pékin en janvier 2006, promettant de consacrer 1,9 milliard de dollars à la lutte contre la grippe aviaire et pandémique.

La contribution des États-Unis se monte à 334 millions de dollars. En septembre dernier, leurs contributions totales avaient atteint 392 millions de dollars.

Lors d'une conférence de presse tenue le 16 novembre, M. John Lange, représentant spécial au département d'État pour la grippe aviaire et pandémique, a déclaré : « La grippe aviaire se répand dans le monde et demeure une grave source d'inquiétude pour tous, y compris les pays qui ne sont pas encore touchés, notamment sur le continent américain. »

Les États-Unis œuvrent avec de nombreux autres pays, a-t-il ajouté, notamment en Afrique « que la grippe aviaire a touchée en 2006 » .

Le niveau de préparation en Afrique

La Quatrième Conférence internationale sur la grippe aviaire qui se tiendra à Bamako vise à faire le point sur le développement de la maladie dans le monde et à échanger des informations sur les stratégies, les vaccins et les diverses formes de dédommagements offerts aux citoyens pour compenser la perte de leurs volailles. Les ministres participants œuvreront également à la conception de stratégies nationales intégrées et coordonnées aux niveaux régional et mondial.

« Vu l'urgence et la gravité de la situation », affirme le président de l'Union africaine, le Malien Alpha Konaré, dans un communiqué affiché sur le

site Web de la conférence, « j'invite tous nos partenaires et toutes les parties prenantes à tout mettre en œuvre pour nous aider à atteindre notre objectif de minimiser l'impact de l'IAHP (Influenza aviaire hautement pathogénique) dans le domaine de l'élevage et de la santé publique en Afrique. »

Les États-Unis craignent une éventuelle décimation des élevages de poulets en Afrique si la grippe aviaire se répand au-delà des huit pays déjà touchés.

« Si la grippe aviaire continue de se répandre en Afrique, a dit M. Lange, elle risque non seulement de se transmettre à des êtres humains en contact étroit avec les poulets, mais aussi d'entraîner une perte de la principale source de protéine dans certains pays. Pour ceux qui s'inquiètent du développement économique et social de l'Afrique, c'est grave. »

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le virus est désormais considéré comme endémique dans les élevages de volailles d'une grande partie de l'Asie, et le temps dont on dispose pour endiguer la maladie se mesure en années.

« Nous espérons éviter cette situation en Afrique, a dit M. Lange. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous attendons avec impatience la réunion de Bamako : elle se tient au niveau ministériel, son attention sera concentrée sur les pays africains (...) et mettra l'accent sur la nécessité de se préparer à faire face à une pandémie. »

Renforcer l'action en Asie

La préparation s'intensifie également en Asie.

La 18e réunion ministérielle du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) s'est achevée le 18 novembre au Vietnam sur une déclaration commune qui comprenait un passage sur le renforcement de la préparation face à la grippe aviaire et pandémique.

Les ministres ont renouvelé leur promesse d'informer le monde des nouveaux cas de grippe aviaire, d'échanger des échantillons aux fins de recherche et d'inciter les pays à concevoir des plans de préparation visant à limiter la souffrance humaine et les effets sur le commerce et la sécurité en cas de pandémie de grippe aviaire.

Les ministres de l'économie de l'APEC ont également décidé de continuer de collaborer avec le Partenariat international sur la grippe aviaire et pandémique et diverses organisations internationales telles que l'OMS, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, et l'Organisation mondiale pour la santé animale.

Plus tôt le monde sera informé de tout nouveau foyer de grippe aviaire, a déclaré M. Lange, « plus nous serons capables d'aider le pays concerné à endiguer la maladie et à faire face à ce qui pourrait devenir un jour une pandémie ».

La prochaine réunion du Partenariat international aura lieu à New Delhi en 2007.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/fr/>)

24 novembre 2006

La pandémie mondiale de sida continue de s'étendre

Une enquête de l'ONU révèle l'augmentation du nombre d'infections

Par Charlene Porter
Rédactrice de l'USINFO

Washington - Selon une mise à jour réalisée chaque année par le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de personnes atteintes du sida a encore augmenté en 2006, 25 ans après la détection initiale du virus.

Ce rapport, intitulé « Le point sur l'épidémie mondiale de sida » et publié à Genève le 21 novembre, souligne toutefois les progrès prometteurs réalisés ces dernières années en matière d'accès aux traitements et de multiplication des programmes de prévention. On estime pourtant que 39,5 millions de personnes vivent avec le VIH/sida dans le monde, qu'il y a eu 4,3 millions de nouvelles infections en 2006 et près de trois millions de décès.

« Au cours des deux dernières années, le nombre de personnes affectées par le VIH a augmenté dans chaque région du monde », affirment les auteurs du rapport dans leur introduction. « Les augmentations les plus frappantes ont été enregistrées en Asie de l'Est, en Europe orientale et en Asie centrale », où le nombre de séropositifs en 2006 a atteint 21 % de la population.

L'Afrique subsaharienne demeure toutefois la région la plus gravement touchée, puisqu'elle abrite 63 % de tous les séropositifs du monde.

Cette mise à jour est publiée chaque année avant la Journée mondiale du sida, observée le 1er décembre.

Les tendances au niveau des infections

Les tendances détectées chaque année dans le cadre de ce rapport annuel sont tout aussi importantes que les chiffres, et le rapport de 2006 révèle comment la maladie se propage différemment selon les pays et les cultures.

Dans un communiqué accompagnant le rapport, le Dr Peter Piot, directeur exécutif de l'ONUSIDA, affirme : « Le fait de comprendre votre épidémie et de comprendre les mécanismes qui entraînent l'épidémie, tels que les inégalités entre hommes et femmes et l'homophobie, est absolument fondamental pour pouvoir riposter au sida sur le long terme. »

Le rapport fait notamment état de flambées de VIH parmi les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes au Cambodge, en Chine, en Inde, au Népal, au Pakistan, en Thaïlande et au Vietnam, ainsi qu'à travers toute l'Amérique latine. Pourtant, la plupart des programmes nationaux de lutte contre le sida n'abordent pas les besoins spécifiques de ces groupes marginalisés.

Dans certains cas, les pays n'ont pas maintenu les programmes de prévention car ils ont jugé que l'épidémie était endiguée. Or de nombreux jeunes gens continuent d'atteindre l'âge de la maturité sexuelle et, de ce fait, deviennent vulnérables au VIH. En conséquence, les taux d'infection sont restés stables au lieu de diminuer comme l'avaient espéré les responsables de la santé publique.

L'Ouganda avait connu un succès considérable au cours des dix dernières années sur le plan de la réduction du nombre de nouvelles infections. Mais le nouveau rapport indique une augmentation du

taux d'infection dans les zones rurales. « Ce qui signifie que les pays n'avancent pas à la même vitesse que leurs épidémies », a déclaré le Dr Piot. « En même temps que nous élargissons les programmes de traitement du VIH, nous devons intensifier considérablement les efforts de prévention qui sauvent des vies. »

Les avantages des traitements

Le rapport souligne toutefois que des progrès ont été réalisés ces dernières années vers une plus grande diffusion des thérapies antirétrovirales. Ces médicaments, dont bénéficient depuis une décennie les malades des pays industrialisés, ne peuvent pas guérir du sida, mais ils peuvent contenir et contrôler la maladie de façon que les sidéens puissent vivre une vie productive.

Grâce à l'expansion de la prescription de traitements antirétroviraux, affirment les auteurs du rapport, on estime que deux millions de vies ont été sauvées depuis 2002 dans les pays à faible et moyen revenu. « Rien qu'en Afrique subsaharienne, quelque 790.000 vies ont été épargnées, la vaste majorité d'entre elles durant les deux dernières années d'intensification de la distribution de médicaments antirétroviraux. »

Les efforts déployés par les États-Unis pour fournir des traitements

Le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) a été l'une des clés de l'augmentation du nombre de patients recevant des médicaments antirétroviraux. Lancé en 2003, le PEPFAR est un plan d'urgence de 15 milliards de dollars dépensés sur cinq ans afin de lutter contre la pandémie dans 100 pays, les efforts étant tout spécialement concentrés sur les 15 pays les plus touchés.

Un résumé analytique du département d'État fournit un aperçu plus vaste des services fournis aux collectivités touchées par l'épidémie :

- prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant dans plus de 4,5 millions de grossesses ;
- prescription de médicaments antirétroviraux à 342.200 femmes enceintes ayant permis d'éviter l'infection, selon les estimations, de 65.100 enfants ;

- services de conseils et de dépistage offerts à plus de 13,6 millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

24 novembre 2006

Au Mozambique, les aînées passent aux jeunes le message au sujet du sida

Partenariat pour une vie meilleure

Au Mozambique, les musulmanes participent activement à des programmes qui, espèrent-elles, permettront d'inverser la progression du sida dans leur pays. Avec l'aide du Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR), l'Association des musulmanes de la ville de Quelimane reçoit une formation destinée à améliorer les connaissances qu'ont ses adhérentes du VIH/sida, notamment en ce qui concerne les méthodes de prévention, les conseils et le dépistage.

Forte de ces informations, l'Association des musulmanes a identifié les réunions de prière du mois du ramadan comme une occasion d'informer d'autres musulmanes des services qui existent afin de prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant. À l'issue des prières à la mosquée locale, un groupe d'aînées et de jeunes femmes a présenté un spectacle de jeux de rôles où les plus âgées donnaient des conseils aux jeunes femmes avant leur entrée dans la vie maritale.

Dona Joana, l'une des aînées, déclare : « C'est notre tradition, et aussi notre devoir, de montrer aux jeunes femmes comment s'occuper de leur mari et de leurs enfants. Maintenant que nous savons qu'il y a des maladies incurables, nous avons le devoir de l'enseigner autour de nous. »

Pendant la pièce, Dona Joana a présenté des informations sur le VIH/sida en employant des expressions connues de son auditoire.

« Nous conseillons aux jeunes femmes de se rendre au dispensaire voisin pour des analyses. Et si elles ont le sida, l'infirmière leur donnera un

médicament qui les empêchera de passer à leur bébé le microbe qui cause cette maladie. » Grâce à ces descriptions simplifiées, on arrive à faire passer des notions abstraites et compliquées concernant le VIH.

L'auditoire lui-même a participé activement à une pièce qui contenait des messages sur l'importance de la fidélité conjugale, des visites médicales prénatales et de la vaccination des bébés.

En collaboration avec les gouvernements des pays visés, le PEPFAR tire parti des avantages des partenariats qu'il est possible de conclure avec des organisations non gouvernementales, notamment des associations confessionnelles et communautaires, pour contribuer à un programme efficace et multisectoriel de lutte contre l'épidémie de sida.

En particulier, du fait de leur portée géographique considérable et de leur infrastructure bien développée, les organisations confessionnelles des pays en développement constituent des atouts cruciaux au service de cette lutte.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat.
Site Internet : <http://usinfo.state.gov/fr/>)



Pour toute information concernant Africa News Report, merci de contacter :

simps@state.gov

Le prochain numéro d'Africa News Report sera disponible le lundi 4 décembre 2006.

Africa Regional Services

Ambassade des Etats-Unis

14 boulevard Haussmann 75009 Paris, France

Tel : 01 43 12 48 61 – Fax : 01 43 12 46 57

<http://usembassy.state.gov/paris-ars/>